

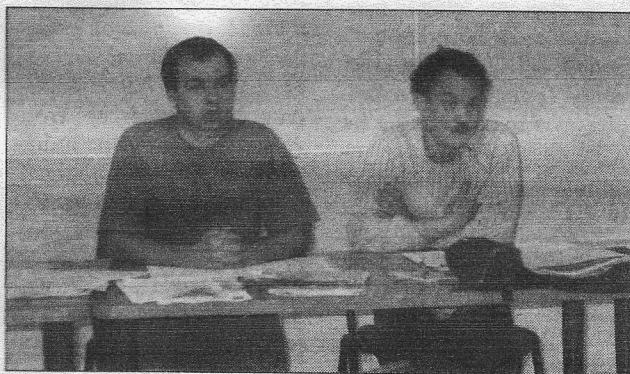
Les cadeaux empoisonnés de l'Etat

Guéret • CGT IMPÔTS TRÉSOR

Les cadeaux, les vrais... c'est surtout pour les autres

Les membres de la CGT Trésor et Impôts ont dénoncé les faux cadeaux fiscaux faits aux plus bas revenus. Ce qui entraîne notamment des demandes supplémentaires alors que le personnel est en réduction constante.

Après son assemblée générale, les 2 sections syndicales CGT des Impôts et du Trésor ont tenu une conférence de presse, vendredi. Ce que les syndicalistes ont décrit, c'est le principe de la spirale infernale. D'un côté, les faux cadeaux fiscaux, «voire même empoisonnés... le crédit d'impôt exceptionnel sur les revenus 2008 en a toutes les caractéristiques» notait Philippe Madec. Le cégétiste expliquait que si des contribuables «n'ont pas payé le deuxième tiers, certains devront régler un solde bien plus important qu'habituellement. Dans sa grande bonté, l'Etat peut accorder jusqu'à 6 mois de délai pour payer... et il sera donc même permis de régler leur dernière échéance du délai de paiement en même temps que le premier tiers en 2010 ou avec les premiers prélèvements de leur mensualisation». Les membres de l'assemblée évoquaient aussi le «cadeau» des heures supplémentaires non fiscalisées qui pourtant entrent dans le revenu fiscal de référence. Conséquences : perte ou diminution de la prime à l'emploi, possibilité de paiement de la taxe d'habitation, baisse des prestations d'allocations familiales... Autre conséquence remarquée par les deux sections, c'est «l'explosion du paiement des impôts et des taxes en numéraire qui montre les difficultés financières et bancaires des personnes. Ce type de paiement tend à prouver que de



Cyril Deret et Philippe Madec, de la CGT Trésor Impôts, ont brisé la communication gouvernementale !

nombreuses personnes sont privées des autres moyens de paiement (chéquier, carte bancaire), ils sont sous le coup d'interdits bancaires» notait Philippe Madec.

Sauf que ces cadeaux ne sont plus sous garantie ! Et les clients retournent pourtant au magasin mais pour d'autres demandes. «On voit bien une hausse significative d'une part des demandes de délais de paiement et d'autres part des recours gracieux sur les impôts et taxes (889 recours gracieux en 2008, 821 pour jusqu'à novembre 2009 à Guéret). A cela s'ajoute le constat d'une progression non négligeable de la délivrance des timbres fiscaux dans la perspective de récupérer les droits bancaires».

De plus en plus de sollicitations dans un contexte de réformes qui tendrait à désorganiser la machine. Ainsi, la CGT dénonce la mise en place du Guichet Unique alors que des dysfonctionnements perdurent, notamment par les logiciels informatiques. Les syndicalistes évoquent aussi un service Impôts des

entreprises à deux vitesses, avec une télédéclaration possible que par le biais d'un comptable. Pour les nombreux artisans et commerçants du tissu économique creusois, c'est l'exclusion du système. Sans oublier la fermeture du service du Cadastre à Aubusson. La RGPP impose des suppressions de personnels, et «un remodelage des services publics impliquant une accumulation des travaux, de fonctions diverses nécessitant des connaissances de plus en plus vastes sur des domaines variés et complexes. Les formations proposées aux agents ne sont pas adaptées à ces nouvelles fonctions».

Avec les autres organisations syndicales, la CGT milite pour la création d'une «maison de finances regroupant en un même lieu les différents services».

Comme l'administration aime les abréviations, on pourrait suggérer «SASUFI» : Super Agent du Service Unique des Finances !

DELPHINE CORDAZ